



foi et développement

CENTRE L.-J. LEBRET 49, rue de la Glacière - 75013 Paris, France

Tél. : 33 (0)1.47.07.10.07 - Fax : 33 (0)1.47.07.68.66 - e-mail : lebretri@club-internet.fr

N° 331 – février-mars 2005

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET OBSESSION DE LA CROISSANCE

par Denis Goulet*

Le consensus, souvent souhaitable, entraîne des effets nocifs. Il éteint le débat. La patiente recherche d'un accord sur le sens des mots et des objectifs peut, au contraire, se révéler féconde. Exemple : Denis Goulet nous révèle six acceptions différentes de l'expression *développement durable et équitable* ! De quoi alimenter la confrontation et sortir des simplifications qui ont encore nourri notre « *enthousiasme messianique* » à la fin des années 80. La société « *riche et juste* » allait naître de l'union sacrée de l'Etat-providence dans le Nord et des stratégies de développement dans le Sud. Les résultats ont déçu les attentes. Cherchez l'erreur !

La réponse n'est pas évidente. Se contenter de dénoncer les égoïsmes de nos stratégies politiques ne clarifie pas la situation. La présente analyse remonte le temps, se réfère même aux investigations de Lebreton durant les années 60 – en un temps où le concept de mondialisation n'avait évidemment pas encore cours – et

débouche sur quelques « leçons » dont la principale, à mon sens, est au cœur de la réflexion actuelle.

Elle concerne le rôle de la croissance économique. Lorsque cette dernière est conçue comme la fin et non comme un moyen – selon Lebreton relu par Goulet – elle produit un développement « *dénaturé* ». Un développement dont nous doutons de plus en plus du bien-fondé économique, des références éthiques et des conséquences politiques. Trop de souffrances humaines démentent ses promesses.

Ouvrons donc les yeux. La mondialisation, à ce jour, n'a pas résolu le problème du développement inégal du monde. Cet échec n'est pas une raison de baisser les bras. Il nous renvoie à la tâche quotidienne, à un diagnostic sans concession et à une réflexion courageuse auxquelles nous invitent ces pages.

Albert Longchamp

* Denis Goulet est citoyen des Etats-Unis. Professeur émérite à la chaire O'Neill d'Education à la Justice, département d'économie, Université Notre Dame, Indiana. Il a été un des premiers, en 1957, à initier l'étude interdisciplinaire de l'Ethique du développement et a mené des études de terrain dans plusieurs pays du Sud. Il a publié quelque 160 articles et monographies ainsi que 11 livres.

« La concrétisation d'un développement équitable et durable demeure le plus grand défi posé à l'espèce humaine », reconnaît la Banque mondiale¹. Il est évident cependant que l'on n'est pas encore parvenu à un développement équitable : les disparités se creusent et une nouvelle pauvreté se développe plus vite que les nouvelles

richesses générées par la croissance économique. Il est donc clair que le type de développement actuellement poursuivi ne doit pas être encouragé.

La Commission mondiale sur l'environnement et le développement définit le développement durable comme « un développement qui couvre les besoins présents sans compromettre la capacité

des générations futures à assurer leurs propres besoins »². Paul Streeten, économiste et ancien conseiller politique de la Banque mondiale, fait remarquer que la question suivante n'a pas été mise au clair: « *Doit-on soutenir les éléments qui constituent le bien-être ou ceux qui le déterminent, ou plutôt porter attention aux moyens et aux buts. Il est clair que ce qui importe ce sont les éléments constitutifs,*

à savoir : la santé, la protection sociale et la prospérité pour les peuples et non tel nombre de tonnes de minéraux, d'arbres ou d'espèces animales. Actuellement, certains écrits sur ce sujet confondent les deux »³.

La question est d'autant plus complexe, ajoute Paul Streeten, que l'expression « développement durable » a au moins six acceptions différentes. Elle peut signifier « le maintien, le renouvellement et la croissance du capital, aussi bien physique qu'humain ; la conservation des conditions environnementales indispensables au bien-être ; la souplesse du système permettant d'absorber les chocs et les crises ; la volonté de ne pas hypothéquer l'avenir des générations futures par des dettes intérieures et extérieures ; un programme fiscal, administratif et politique soutenable (pour que les citoyens consentent à la mettre en œuvre, une politique doit être crédible et acceptable) et enfin la capacité de remettre à la gestion des citoyens des pays en développement les projets qui les concernent de manière à ce que les experts étrangers puissent se retirer sans en compromettre la réussite ».

Développement et durabilité sont-ils compatibles ?

Il y a controverse sur le fait de savoir si développement et durabilité sont compatibles. L'économiste, Paul Ekins prétend que : « depuis la révolution industrielle, la trajectoire dominante du développement économique a été clairement non durable. Dans aucun pays au monde n'a été faite la démonstration d'une économie industrielle compatible avec la préservation de l'environnement, si l'on prend comme critère le non-épuiement du capital environnemental »⁴.

La durabilité requiert un niveau de vie simple avec une consommation limitée. Alors que la manière dont est conçu le développement exige une croissance économique sans fin, qui rendra la durabilité impossible à cause de l'épuisement des ressources et d'une pollution de la biosphère au-delà de ses limites de récupération.

Il n'y a pas de consensus sur la méthode qui rendrait le développement durable. De même que n'existe pas non plus de consensus sur les meilleures stratégies pour concrétiser ce type de développement.

Il est de plus en plus évident, quelle que soit la route ou la stratégie adoptée, que la durabilité du développement doit être assurée dans cinq domaines : économique, politique, social, environnemental et culturel. La viabilité à long terme de l'économie dépend d'une utilisation des ressources qui veille à ne pas les épuiser de façon irréversible. La viabilité politique dépend de la chance de survie proposée à chaque membre de la société. Cela ne peut s'obtenir que si chaque individu jouit de la liberté, de droits personnels inviolables et

s'il est convaincu que la politique suivie l'est pour le bien commun et non pour l'assouvissement d'intérêts particuliers.

La durabilité environnementale implique la sauvegarde d'une large diversité de formes de vie et d'écosystèmes, une utilisation des ressources qui sauvegarde leur renouvellement et une production de déchets qui reste compatible avec la capacité de la nature à les éliminer. Si le développement doit être socialement et culturellement durable, il faut protéger les fondements de la communauté et les systèmes de pensée symboliques. Sinon, ils seront relégués dans l'oubli sous prétexte de les soumettre aux nécessités de la « rationalité » scientifique et technologique.

Obtenir des réponses conceptuelles, institutionnelles et comportementales satisfaisantes aux trois questions fondamentales posées auparavant – une vie de bien-être, une société équitable, une saine relation avec la nature – constituerait un développement authentique. Dans cette optique, on voit donc qu'un pays ayant un haut niveau de revenus par habitant n'est pas nécessairement un pays vraiment développé et que seul un développement authentique devrait être durable.

Un développement basé sur des critères éthiques

Dans une étude très pointue sur l'évolution du concept de développement,

l'historien suisse, Gilbert Rist, observe que la période qui s'écoule entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la chute de l'empire soviétique a été marquée par deux formes de « développement » : la première se calquait sur la vieille théorie qui avait inspiré l'extension de l'économie de marché et son expression coloniale, alors que la seconde était plutôt marquée par un messianisme religieux et un enthousiasme volontariste pour réaliser l'idéal d'une société à la fois juste et d'abondance. « Deux mécanismes parallèles devaient, pensait-on, accélérer l'avènement d'une nouvelle ère : l'Etat-providence dans le Nord et des stratégies de développement dans le Sud ».

Cet enthousiasme messianique mourut au début des années 90. La mondialisation qui le remplaça peut être considérée comme une manifestation de la même croyance (adaptée à une culture post-moderne) dans laquelle le réel et le virtuel se confondent. « Aujourd'hui, le "développement" se cache derrière une apparence et ne persiste que sous la forme d'un "comme si", un trompe-l'œil suffisamment élaboré pour que nous oublions son absence de réalité. Mais l'importance de cet objet banni est telle qu'il faut le conserver pour l'instant, même si ce n'est que sous la forme d'une illusion »⁵. On peut observer, avec étonnement et de manière paradoxale, que la convergence des courants critiques sur la mondialisation ressuscite ce que Rist appelle « cet enthousiasme messianique ».

Un des premiers à défendre une forme de développement basée sur des critères éthiques est Louis-Joseph Lebret, fondateur du mouvement Economie et Humanisme⁶ et inspirateur influent de *Populorum Progressio*⁷ et d'autres documents pontificaux sur le développement. Lebret définit le développement comme « la série des passages, pour une population déterminée et pour les fractions de population qui la composent, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu de la solidarité entre les fractions de la population nationale et de la solidarité entre les nations »⁸.

Des expressions normatives, telles que « plus humain » et « moins humain » doivent se comprendre à la lumière de la

distinction que fait Lebreton entre *avoir plus* et *être plus*. Une société est plus humaine et développée, non pas quand les citoyens « ont plus » mais quand tous sont dotés de la capacité à « être plus ». Il ne fait aucun doute qu'une croissance matérielle et une augmentation quantitative sont nécessaires à un véritable développement mais pas n'importe quelle croissance et pas à n'importe quel prix. Selon les vues de Lebreton, le monde dans sa totalité reste sous-développé ou est la proie d'un anti-développement illusoire aussi longtemps qu'un petit nombre de pays ou de groupes privilégiés demeurent prisonniers d'une abondance de biens obtenus au détriment de ceux, trop nombreux, qui sont dépourvus ainsi des biens essentiels à leur survie. Quand prédomine une telle situation, les sociétés des pays pauvres aussi bien que celles des pays riches ressentent une insatisfaction au regard de leurs besoins « d'épanouissement ».

Les exigences d'un authentique développement

La formulation par Lebreton, il y a plusieurs décennies, des exigences d'un authentique développement – ce que Rist appelle un « réel » développement – est toujours actuelle. Cela est dû à son insistance à fonder ses théories sur l'observation des conditions empiriques et des faits dans des situations humaines fort diverses. Bien que Lebreton soit mort en 1966, l'héritage important qu'il a laissé pour la thématique du développement contient de nombreuses leçons pertinentes pour la situation du monde actuel marqué par la globalisation.

La première leçon est que les décideurs en matière de développement doivent étudier les besoins exprimés par les populations au bénéfice desquelles ils prétendent travailler. Faute de le faire, les décisions sont élitistes, abstraites et risquent d'être réductrices. En 1962 déjà, feu Max Millikan, un praticien des analyses économétriques pour les plans de développement, notait qu'il était important de consulter les populations concernées pour déterminer les points sur lesquels elles sont prêtes à accepter des sacrifices, justifiés en fonction des modèles alternatifs prévus.

En rédigeant la position de la délégation étasunienne pour la Conférence

des Nations unies sur l'application de la science et de la technologie au profit des régions moins développées, Millikan écrivait : « L'élaboration d'un plan national devrait être un processus dans lequel les planificateurs présentent à la communauté, pour être discutée, une palette de choix critiques, en analysant les conséquences pour la société de chacun des modèles, afin que le choix soit fait de manière conséquente et efficace. Ce n'est que dans un tel processus que la communauté peut clarifier ses objectifs individuels et sociaux »¹⁰.

Les études de Lebreton sur les préalables à la planification proposent une méthode systématique pour initier de telles méthodes de consultation¹¹. De même, Lebreton insiste sur le fait qu'il faut lier les problématiques micro et macro. Par-dessus tout, sa méthode de réalisation d'enquêtes dans de multiples domaines (géographie, infrastructures, utilisation de l'espace, mécanismes institutionnels et administratifs, etc.) complétés par des micro et macro analyses permet de faire des arbitrages entre des alternatives compétitives. Et empêche les experts de considérer le développement comme des séries d'actions simples, discrètes, sans interdépendances.

Une troisième leçon de Lebreton, valable pour la mondialisation, est la priorité donnée aux besoins sur les désirs ou les préférences (qui se concrétisent grâce à un bon pouvoir d'achat). Comme Mannheim, Barbara Ward et Galbraith, Lebreton savait que les besoins de nombreux pauvres ne peuvent être satisfaits par le libre jeu du marché. Le marché répond au pouvoir d'achat.

Un système de marché qui n'est pas corrigé par les institutions de justice, de partage et de solidarité fortifie les forts et affaiblit les faibles. Le marché, instrument utile pour le fonctionnement de l'ordre social, devrait jouer un rôle positif et décentralisateur. Mais le marché comme maître de la société enrichit les riches et appauvrit les pauvres¹².

Lebreton soutient la distinction faite par Mannheim entre un principe organisateur et un mécanisme social. Comme l'énonce Mannheim : « La compétition ou la coopération, utilisées comme des mé-

canismes, peuvent exister et répondre à plusieurs fins dans chaque société pré-alphabétisée, capitaliste et non-capitaliste. Mais en parlant d'une phase du capitalisme où compétition et individualisme farouches sont dominants, nous pensons qu'il faut des principes structurels qui s'appliquent à tout type d'organisation sociale. Cette distinction peut aider à clarifier la question de savoir si la compétition capitaliste – prétendue base de nos structures sociales – doit être conservée comme un élément de motivation probablement indispensable. Alors que l'on peut éliminer la compétition comme principe organisateur de la structure sociale et la remplacer par une planification qui n'élimine pas la compétition mais la considère comme un mécanisme social pour des fins souhaitables »¹³.

Un des premiers à défendre une forme de développement basée sur des critères éthiques est Louis-Joseph Lebreton.

Nous observons aujourd'hui une reconnaissance croissante du fait que les marchés sont insérés, comme un sous-système, dans un système sociétal plus large. C'est ce système sociétal plus large qui doit proposer le principe organisationnel des activités économiques et des règles de gouvernance pour que la compétition du marché fonctionne comme un mécanisme social au service du principe organisateur.

Les dimensions de l'épanouissement humain

Une quatrième leçon tirée de Lebreton est que le développement est multidimensionnel, il englobe toutes les composantes du bien-être humain : économique, sociale, culturelle, environnementale, spirituelle. D'où son insistance à vouloir réaliser un développement équilibré. Toutes les dimensions de « l'épanouissement humain » (terme préféré par les philosophes actuels quand ils parlent de développement) doivent pouvoir se réaliser, même si des déséquilibres stratégiques ou tactiques – temporaires – sont le prix à payer pour atteindre ce but. Lebreton ne se lasse jamais d'insister sur le fait que le développement est pour « tous les hommes et pour tout l'homme ». Comme le fit le PNUD dans son rapport annuel intitulé *Rapport sur le développement humain*, Lebreton considère

la croissance économique comme le moyen et le développement humain comme la fin. Les choses vont de travers si ces deux termes sont inversés : quand la croissance économique est perçue comme une fin et non comme un moyen. Cette inversion débouche sur un développement dénaturé au coût excessif en souffrance humaine et destruction culturelle.

La cinquième leçon léguée par Lebreton est la nécessité de mondialiser la solidarité. Son dernier ouvrage, paru de manière posthume, porte le titre de *Développement = Révolution solidaire*.

Il y a quelques décennies, un autre théoricien du développement, l'économiste John Kenneth Galbraith disait que « le préalable ultime pour la planification du développement moderne serait l'existence d'une théorie de la consommation... Une vision de ce à quoi devrait servir en définitive la production... Plus important encore : quelle sorte de consommation devrait être planifiée? »¹⁴. Une théorie de la consommation suppose qu'existe aussi une théorie des besoins. Et une saine théorie des besoins énonce une hiérarchie dans l'importance et l'urgence des besoins tels que besoins de première nécessité, besoins d'épanouissement et besoins de luxe¹⁵.

Un authentique développement ne peut exister tant que les besoins de première nécessité de nombreuses personnes sont sacrifiés au profit des besoins de luxe de quelques-uns. Pour cette raison, Erich Fromm juge que « l'aliénation de l'abondance » n'est pas moins déshumanisante que « l'aliénation de l'appauvrissement ». De même, il n'existe pas de sain développement tant que les besoins d'épanouissement ne sont pas largement satisfaits. Parce que, comme le dit Sen, nombre de « capacités » essentielles et nécessaires à l'accomplissement humain sont absentes.

A Colombo, du 15 au 19 septembre 1986, quelque soixante planificateurs gouvernementaux, responsables de projets et sociologues ont participé à un atelier portant sur les *Questions éthiques dans le développement*, à l'Institut Marga (Institut pour les études de développement du Sri Lanka). Ils sont par-

venus à un consensus pour déterminer que toute définition pertinente du développement devrait contenir les dimensions suivantes¹⁷ :

- un *composant économique* traitant de la création de richesses et de l'amélioration, équitablement répartie, des conditions matérielles de vie,

- un *élément social* mesurant le bien-être en termes de santé, éducation, habitat et emploi,

- une *dimension politique* embrassant des valeurs telles que droits humains, liberté politique, droit de vote et démocratie,

- un *élément culturel* reconnaissant le fait que la culture façonne l'identité et la confiance en soi des personnes (à noter toutefois que l'équilibre écologique ne fait pas l'objet d'une mention séparée car il est contenu dans « l'élément culturel » comme un composant essentiel d'un développement sain),

- une dernière dimension que l'on pourrait appeler le *paradigme de la plénitude de la vie* se référant aux systèmes de pensée, aux symboles et aux croyances qui concernent le sens ultime de la vie et de l'histoire.

Ce qui est ainsi suggéré est que les stratégies pour un développement sain doivent être orientées vers une croissance économique centrée sur la satisfaction des besoins essentiels, la création d'emplois (par l'adoption massive de technologies appropriées)¹⁸, des investissements dans des infrastructures publiques décentralisées visant à créer de multiples pôles de développement, une attribution appropriée des dépenses publiques pour la sécurité sociale – ce que le PNUD appelle « les intérêts humains prioritaires »¹⁹ – une politique incitative pour améliorer la productivité dans les secteurs peu productifs et former – ou dissoudre – les liens avec le marché global donnant la prééminence au marché domestique²⁰.

Dans son rapport *Nord-Sud : Un programme pour la survie*, la Commission Brandt affirme que « jamais encore l'humanité n'a disposé de tant de ressources financières et techniques pour combattre la pauvreté et la faim. Cette tâche immense ne pourra être initiée que

*lorsque la volonté politique collective sera mobilisée... La solidarité entre les hommes doit dépasser les frontières nationales : nous ne pouvons accepter qu'elle soit réduite à une phrase creuse. La solidarité internationale doit naître à la fois de forts intérêts mutuels dans la coopération et de la compassion envers les affamés »*²¹.

La mondialisation brutalise ou marginalise

De multiples phénomènes interdépendants, se rangeant sous la bannière de la mondialisation, servent de cadre de base conjoncturel pour le débat actuel sur le développement. Bien qu'il n'y ait pas d'accord pour une définition précise de ce qu'est la mondialisation, personne ne met en doute son importance. De même, personne ne doute que la mondialisation relie toutes les sociétés et tous les individus de la planète à un degré et sur un registre jamais expérimentés à ce jour.

Thomas Friedman, un analyste perspicace, pense que la mondialisation a sa propre logique. Elle n'est ni simple phénomène, ni tendance passagère, mais un nouveau système international. Il précise : « *De nos jours, c'est le système international dominant qui façonne les politiques domestiques et les relations étrangères de presque tous les pays, et nous devons en prendre acte. L'actuelle époque de la mondialisation, qui a remplacé la Guerre froide, est un système international du même type avec ses propres règles. Pour commencer, la mondialisation, contrairement à la Guerre froide, n'est pas statique mais un processus dynamique évolutif. La mondialisation comprend l'inexorable intégration des marchés, des Etats-nations et des technologies à un degré jamais observé auparavant. D'une certaine manière, elle permet aux individus, aux groupements et aux Etats autour de la planète de communiquer plus loin, plus vite, plus profondément et à un coût meilleur qu'auparavant. Mais aussi en provoquant un contrecoup très violent pour ceux que le nouveau système brutalise ou marginalise.*

« *L'idée directrice qui sous-tend la mondialisation est le libre marché du capitalisme : plus vous laissez agir les règles du marché, plus vous ouvrez votre économie à la liberté des échanges et à la*

concurrency, et plus florissante et efficace sera votre économie. Mondialiser veut dire étendre le capitalisme du libre marché à chacun des pays du monde. La mondialisation a son propre jeu de règles économiques - des règles qui s'énoncent autour de l'ouverture, de la dérégulation et de la privatisation de votre économie »²².

Les tentacules de la mondialisation s'étendent à plusieurs domaines : économie, finance, culture, technologie, information et gouvernement. Aujourd'hui, l'économie est davantage envisagée au niveau international que national. Par ailleurs, le commerce, l'investissement, les devises, la technologie, les idées, les habitudes de consommation, les loisirs, les individus, les actions des groupes organisés et les biens culturels de toutes sortes circulent au-delà des frontières nationales avec toujours moins de limitations et toujours plus de volume.

Une épée à double tranchant

La mondialisation est une épée à double tranchant dont les résultats observables sont mixtes, positifs et négatifs. Des avancées jamais imaginées auparavant ont eu lieu de façon indéniable dans de nombreux domaines : création de richesses, diffusion de technologies nouvelles, instauration de solidarités politiques autour des droits humains, égalité homme-femme, défense des communautés culturelles indigènes et renforcement de la santé écologique. Mais la mondialisation se paie aussi au prix fort par de nouvelles et vastes formes d'injustices, de dilution effective de la souveraineté nationale et de multiples insécurités. Le PNUD a fait une liste de ces menaces à la sécurité humaine, entre autres : instabilité économique, précarité des emplois et des revenus, incertitude dans le domaine de la santé, de la culture, de l'environnement, insécurité politique et communautaire²³. Ces menaces et ces injustices sont devenues si visibles qu'elles ont donné naissance à une critique virulente manifestée, entre autres, lors des protestations publiques contre l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Seattle, en novembre 1999.

Cette protestation fut le fait de groupes disparates d'écologistes, de travailleurs, de consommateurs. Les organisations européennes et nord-américaines de consommateurs affirmèrent que « les

gouvernements doivent placer la sécurité alimentaire au-dessus de la liberté du commerce ». Ils furent rejoints dans leurs manifestations par des écologistes qui voient la liberté du commerce comme un frein à l'élaboration des nécessaires régulations environnementales au niveau mondial. D'autres groupes formulèrent des préoccupations plus politiques devant l'absence de voix démocratiques dans les institutions de la mondialisation qui ne représentent que les intérêts d'influents firmes ou de puissants gouvernements.

A Seattle, ils dénoncèrent la forme de « huis clos de l'OMC lors des prises de décision et aussi la tendance à fouler aux pieds les procédures législatives des gouvernements locaux ou nationaux »²⁵. Une résistance similaire contre les prises de décision par une élite internationale et bureaucratique avait conduit en 1998 à la suspension de l'AMI (accord multilatéral sur les investissements) lors de la réunion de l'OCDE à Paris. Les syndicats accusaient aussi l'OMC, qui fut considérée à Seattle comme le coupable symbolisant la mise en œuvre générale de la mondialisation, encourageant le *dumping* (destructeur, selon eux, des emplois locaux) et échouant à son mandat « d'établir des standards internationaux du travail qui prévoient le recours au travail des enfants dans les pays pauvres, ainsi que d'appliquer des réglementations sur le travail pour aspirer les emplois des pays prospères »²⁶.

L'irresponsabilité environnementale, le favoritisme envers les riches et les puissantes institutions élitaires qui donnent plus de valeur aux profits commerciaux qu'à la sécurité et à la santé des consommateurs, la destruction des emplois, la dilution de la souveraineté des Etats (tout particulièrement en exerçant un contrôle au-delà des économies et des systèmes financiers nationaux) – tels sont les principaux griefs contre la mondialisation. Mais les champions de la mondialisation et de ces règlements et pratiques centralisés – libre marché, libéralisation, privatisation – répliquent que ces plaintes sont exagérées, voire infondées²⁷.

L'hebdomadaire londonien *The Economist* – important et influent

défenseur de la mondialisation – professe vigoureusement qu'il est nécessaire d'avoir plus de mondialisation et non pas moins, et que les principales victimes des obstacles au libre marché sont les pauvres. Un éditorial nous enjoint « de dire clairement qui seraient les perdants si la mondialisation reculait vraiment de manière importante - ou simplement si on échouait à mettre en œuvre davantage de libéralisation. Les perdants seraient les pays en développement. En d'autres termes, les pauvres »²⁸. Le même

éditorial concède que le libre marché n'est pas la panacée et « ne va pas apporter un mieux vivre par lui-même ». Mais il dénie le fait que le libre marché enrichit les multinationales ou qu'il détruit la planète. Au contraire, dit *The Economist*, avec le libre marché et sa croissance « depuis la chute du Mur de Berlin, en 1989, une chance nouvelle a été offerte aux 5 milliards de pauvres de rejoindre le monde de l'économie et d'améliorer leur niveau de vie. Cette chance demeure; il ne faut pas la jeter avec les débris de Seattle »²⁹.

Toutefois, il ne faut pas déduire de la coalition temporaire de Seattle que les intérêts de tous les groupes protestataires soient compatibles. L'Europe et l'Amérique ont des désaccords sérieux sur le protectionnisme agricole et sur le libre marché des biens culturels. Restent aussi de grandes différences entre les pays riches et les pays pauvres quant aux normes du travail. Les pays pauvres « résistent à l'inscription à l'ordre du jour des questions sur l'emploi car ils y voient un prétexte pour garantir le protectionnisme des pays riches »³⁰.

Des inconvénients majeurs

Le débat sur le bien-fondé de la mondialisation met en évidence trois divergences fondamentales et interdépendantes sur l'état actuel du développement : diagnostic à faire quant au développement inégal du monde, évaluation des avantages et des inconvénients des voies de développement suivies ces dernières décennies et élaboration de prescriptions normatives

Faut-il limiter la croissance ou la modifier qualitativement pour assurer une durabilité écologique et sociale sur le long terme ?

pour les prises de décisions politiques dans le proche avenir.

Les inconvénients majeurs se déclinent en quatre points. Premièrement, faut-il promouvoir le libre marché et l'intégration maximum dans une compétition mondiale ou une intégration sélective autour de pôles locaux, régionaux, nationaux, trans-régionaux de formes spécifiques de développement endogène (ou autocentré)³¹ ?

Deuxièmement, le fait d'élargir l'intégration économique, financière et technologique dans un marché global a eu des effets négatifs, non seulement sur les pays qui ont été victimes d'un effondrement financier mais aussi sur plusieurs pays développés particulièrement atteints dans leur capacité à créer des emplois rémunérés et à offrir une sécurité sociale à un niveau acceptable.

Troisièmement, faut-il continuer de miser sur une croissance économique rapide et de haut niveau, en supposant que cela soit nécessaire au développement, ou faut-il limiter la croissance ou la modifier qualitativement pour assurer une durabilité écologique et sociale sur le long terme ? La ligne de partage, dans la théorie économique, réside entre ceux qui promeuvent une économie environnementaliste et ceux qui la voient comme un palliatif. Les premiers plaident pour un système économique plus biologique et écologique dans lequel les interrelations vitales entre nature, hommes, animaux et technologie sont la finalité à rechercher plutôt que l'enrichissement économique maximum - qu'ils considèrent n'être pas une vraie forme de richesse³².

Enfin, faut-il que les stratégies de transfert de ressources et de technologies soient guidées par des préoccupations macro-économiques ou faut-il promouvoir un renversement du développement vers un modèle plus alternatif ? En reconnaissant que cela ne doit pas se limiter aux secteurs micro-économiques mais que cela doit permettre de gagner un avantage sur les critères de prises de décision en vigueur dans les lieux de moyenne et macro économie ? Cette question est la même que celle posée par l'économiste anglais Raphael Kaplinsky lorsqu'il analyse les conditions requises

pour que des politiques AT (technologie appropriée) soient efficaces économiquement aussi bien que socialement, politiquement, culturellement et écologiquement. Kaplinsky concluait que la macro politique gouvernementale devait elle-même être une technologie appropriée renforcée pour que les actions de technologies appropriées au niveau micro produisent leurs propres effets de développement³³.

Quelque chose d'analogue est demandé ici : que la politique macro économique promeuve un développement humain intégral et durable et non pas essentiellement un développement économique qui pourrait bien apporter la preuve qu'il n'est pas seulement non-durable mais aussi humainement insupportable. La macro politique, en y incluant les politiques globales, doit avoir comme effet de renforcer le micro développement dans lequel la primauté est donnée - s'il est bien pensé - à la définition des besoins et au contrôle de leur efficacité économique et sociale.

Sur le front du développement on trouve aujourd'hui de très nombreux nouveaux acteurs : ONG et organisations de la société civile.

Une constellation de partenariats horizontaux

Faut-il voir les multinationales comme des agents principaux ou des acteurs institutionnels du développement qui utilisent les gouvernements, les organisations de la société civile et même les institutions financières internationales comme des partenaires subordonnés ou des intermédiaires ? Ou peut-on imaginer une nouvelle constellation de partenariats horizontaux incluant à plusieurs niveaux des ONG, des entreprises, des agences internationales et des gouvernements, ainsi que des groupes divers de la société civile, en bref les meilleurs acteurs possibles pour promouvoir un authentique développement³⁴ ?

Il est loin d'être acquis qu'une gestion des affaires conduite selon des principes éthiques, même si elle se généralisait, puisse déboucher sur un vrai développement. La recherche du profit et la sélection de la « corbeille des biens et des services » à produire devraient être utilisées par les systèmes sociétaux comme principe stimulant et régulateur

des mécanismes sociaux et non comme le principe organisateur de l'activité économique. La totalité de l'activité économique aurait alors pour seul but un développement humain complet et qualitatif.

Formuler des réponses détaillées à ces quatre questions de principe dépasse le but de cet essai. Elles ne sont énumérées ici que pour dessiner les contours et le contenu des débats sur le développement à l'ère de la mondialisation. Pour arriver à une plus grande clarté, le cadre des questions clés du développement pourrait être formulé ainsi : la mondialisation est-elle bonne pour le développement ? Quel degré de mondialisation, quelles règles de gouvernance et pour quels buts ? Quelle sorte de développement la mondialisation induit-elle ?

Actuellement on peut qualifier cette dernière d'élitiste, créant de la dépendance, détruisant la culture, désintégrant le lien social, aliénant les individus, endommageant l'environnement. Et, inversement, peut-on dire que la participation, l'émancipation et la libération du plus grand nombre sont les catalyseurs favorisant une vie culturelle régénérée, une coopération sociale nouvelle, à défaut une harmonie paisible et saine pour l'environnement sur le long terme ?

La marée montante coulait les petits bateaux

Pendant la cinquantaine d'années au cours desquelles le développement était un mythe créateur (dans le sens que lui donne Sorel³⁵ : une idée galvanisante qui conduit les gens et les institutions à accepter des sacrifices pour lui donner vie), la nature du développement a évolué. Et, grâce à des investissements publics et privés ciblés et à des transferts de ressources, elle a dépassé la recherche d'une croissance économique maximale. Les investissements et les transferts ont été dynamisés par des actions gouvernementales planifiant, donnant des impulsions et créant des infrastructures autour d'un triple but : moderniser, techniciser, spécialiser. Au début, régnait l'hypothèse implicite que la richesse serait créée rapidement et qu'elle s'étendrait selon le dicton ancien : « La marée montante soulève tous les bateaux ».

Avec le temps, on a constaté que la richesse ne s'étendait pas et que la marée montante coulait les petits bateaux. De plus, même la croissance économique ne se répandait pas partout (à cause de conditions sociales et politiques défavorables, parce que les déterminants culturels et psychologiques faisaient défaut ou étaient trop faibles ou parce que la pression populaire sur les ressources était trop importante). Ajouté à cela, il a fallu admettre que la modernisation institutionnelle et politique – y compris une croissance économique ayant la technologie comme moteur – n'était pas nécessairement créatrice d'emplois. Pire encore, les inégalités économiques et sociales (et qualitatives en terme d'humanité) s'accroissaient. Malgré des avancées importantes, dans certains pays, pour certains secteurs, certaines classes sociales et certains groupes de population, la pauvreté n'a pas été éradiquée.

Comme il était à prévoir et comme le démontre la courbe du développement, des variables plus nombreuses et plus complexes ont été mises en lumière quant à l'équation sociale, culturelle, écologique, politique et éthique. La conception initiale a fait l'objet de violentes critiques. Ces critiques étaient faites au nom du post-modernisme ; d'une écologie globale ; d'une libération des idéologies rejetant de nouvelles formes de dépendance générées par la mondialisation ; d'une résistance fondée sur l'éthique devant les injustices et les inégalités qui accompagnent inéluctablement, semble-t-il, certaines formes de croissance économique. En dépit des premières analyses sur l'aggravation des inégalités fournies par des théoriciens de l'économie, il est devenu évident au fil des ans, de manière empirique, que non seulement les inégalités ne disparaissaient pas mais qu'elles s'amplifiaient.

Les récentes critiques sur la mondialisation ont été énoncées par des voix qui

émanaient des milieux culturels devant l'apparente inéluctabilité que la mondialisation et la standardisation qui l'accompagne détruisent la diversité et la vitalité culturelles, ainsi que la possibilité pour les communautés humaines de rester les véritables sujets de leur propre histoire sociale. En réalité, elles se voient réduites au statut d'objet, pensées et instrumentalisées au lieu d'être pensantes et agissantes. D'où leur insistance sur l'importance du contrôle et des prises de décision au niveau local pour atteindre le plus haut niveau possible de droits pour tous les individus, afin qu'ils définissent leurs propres paradigmes de développement.

L'affaire de chacun

Aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, toutes les forces critiques, anciennes et nouvelles, convergent. Et, paradoxalement, cette convergence est rendue possible par les mêmes technologies qui ont permis à la mondialisation financière et économique de s'étendre. Ces critiques arrivent à un moment où le vieux modèle de développement (dûment corrigé) est, en termes de ressources disponibles et de supports institutionnels, au plus haut.

Sur le front du développement, on trouve aujourd'hui de très nombreux nouveaux acteurs ou des acteurs qui viennent de prendre conscience que de nouveaux rôles s'offrent à eux. Cela est particulièrement le cas des ONG et de ce que l'on appelle les organisations de la société civile. On trouve aussi de vieux acteurs qui réalisent avec acuité leur perte d'influence auprès des gouvernements et des entreprises mais sont devenus en même temps conscients que leur capacité d'influence au niveau macro atteint des domaines auxquels ils n'avaient jamais rêvé. Feu Willis Harman, fondateur du World Business Academy, écrivait en 1990 : « Au cours de la

seconde moitié du siècle, le business est devenu l'institution la plus puissante de la planète. Dans chaque société, l'institution dominante doit prendre la responsabilité de l'ensemble – comme le fit l'Église dans le Saint Empire romain. Dans le monde des affaires, cette tradition n'existe pas. C'est un nouveau rôle, mais il n'est encore ni bien compris ni accepté »³⁶.

Harman regrettait la lenteur mise par le monde des affaires à accepter ce nouveau rôle. Toutefois, une large palette d'autres acteurs de développement refuse d'admettre la légitimité du business à l'exercer. Chose surprenante, il semble que le cercle se ferme sur la manière dont on pense le développement aujourd'hui.

Nous en sommes là où, il y a trente ans, Paul G. Hoffman, premier administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et directeur opérationnel du Plan Marshall, écrivait : « *De même que la politique est trop importante pour être laissée aux politiciens, le développement pourrait, lui aussi, être trop important pour qu'on l'abandonne aux seuls « développeurs ».* *Parlant à la fois en tant qu'administrateur du PNUD et en tant que citoyen privé qui se soucie grandement de l'avenir du monde, je dis que le développement ne peut pas et ne doit pas être le domaine réservé des « experts », si qualifiés et si bien intentionnés soient-ils. C'est trop important, trop complexe, trop crucial dans ses implications pour ne pas mériter l'engagement – ou au moins le large intérêt – de la majorité des gens dans chaque pays de la planète »³⁷.*

La mondialisation a transformé en un fait empirique ce que Hoffman pensait être un objectif éthiquement souhaitable. Après d'innombrables évolutions, le développement est devenu l'affaire de chacun.

Denis Goulet

(Traduit de l'anglais par Maryse Durrer et François Bellec)

Notes de référence

- 1 - World Bank, *World Development Report 1992*, Oxford University Press, 1992, Overview, p. 1.
- 2 - World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, New York : Oxford University Press, 1987, p. 89.
- 3 - Paul Streeten, *Future Generations and Socio-Economic Development - Introducing the Long-Term Perspective*, unpublished ms. dated January 1991, p.3.
- 4 - Paul Ekins, *Sustainability First*, in Paul Ekins and Manfred Max-Neef, editors, *Real-Life Economics*, Londres et New York : Routledge, 1992, p. 412.
- 5 - Gilbert Rist, *The History of Development from Western Origins to Global Faith*, Londres et New York : Zed Books, 1997, pp. 212 -213.
- 6 - L.-J. Lebre et R. Moreux, *Economie et Humanisme*, numéro spécial, février/mars 1942.
- 7 - Encyclique de Paul VI sur le progrès des peuples et le sous-développement, 1967.
- 8 - L.-J. Lebre, éditorial de *Développement et Civilisations*, n° 1 (mars 1961) p. 3.
- 9 - Denis Goulet, « Une sagesse pour encadrer nos sciences », *L'économie humaine et la dynamique de développement à l'heure de la mondialisation*, Centre Lebre, eds, Paris : UNESCO, 1998, p. 38-42.
- 10 - Max. F. Millikan. "Planning Process and Planning Objectives in Developing Countries" in *Organization, Planning and Programming for Economic Development*, US paper for the UN Conference on the Application of Science and Technology for the Benefit of the Less Developed Areas, Vol. VIII. Washington, DC : U.S. Government Printing Office, 1962, p. 33-34.
- 11 - Un exemple typique est l'étude préparée par Lebre et son équipe pour le ministère du Plan, République libanaise, *Besoins et possibilités de développement du Liban*, Liban, Mission IRFED, 1960-61, 3 volumes.
- 12 - Barbara Ward, "Foreword", in Mahbub ul Haq, *The Poverty Curtain, Choices for the Third World*, New York : Columbia University Press 1976, p. 12.
- 13 - Karl Mannheim, *Freedom, Power and Democratic Planning*, London : Routledge and Kegan Paul, 1951, p. 151.
- 14 - John Kenneth Galbraith, *Economic Development in Perspective*, Harvard university Press, 1962, p.43.
- 15 - Pour une présentation détaillée et une justification de cette typologie des besoins voir Denis Goulet, *The Cruel Choice*, New York : University Press of America, 1985. pp. 236-249.
- 16 - Introduction à Erich Fromm, ed. *Socialist Humanism : An International Symposium*, New York : Anchor Books, p. 9.
- 17 - Aucun document n'est sorti du séminaire de Marga... La liste est basée sur des notes prises par l'auteur au cours du séminaire.
- 18 - Pour une analyse détaillée de la manière dont les technologies favorisent ou plombent la création d'emplois, voir Raphael Kaplinsky, *The Economies of Small, Appropriate Technology in a Changing World*, Londres : Appropriate Technology International, 1990.
- 19 - United Nations Development Programme, *Human Development Report, 1991*, New York : Oxford University Press, 1991, p. 5-6.
- 20 - Pour une illustration et une justification détaillée voir Denis Goulet et Kwan S. Kim, *Estrategias de desarrollo para el Futuro de Mexico*, Guadalajara, Mexique : ITESO 1989.
- 21 - Willy Brandt, *North-South: A Programme for Survival*, Cambridge, MA : MIT Press, 1980, p. 16.
- 22 - Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, New York : Farrar Straus Giroux, 1999, p. 7-8.
- 23 - PNUD, *Rapport sur le développement humain 1999*, New York : Oxford University Press, 1999.
- 24 - "Seattle is Under Curfew After Disputations", *New York Times*, 1^{er} décembre 1999 p. A 14.
- 25 - Ibid.
- 26 - Ibid.
- 27 - Exemples typiques : C. Ford Runge avec François Ortalo-Magne et Philip Vande Kamp, *Free trade, Protected Environment*, New York : Council on Foreign Relations, 1994; Dani Rodrik, *The New Global Economy and Developing Countries : Making Openness Work*, Washington-DC : Overseas Development Council, 1999.
- 28 - "The Real Losers", Editorial, *The Economist*, 11 décembre 1999, p.15.
- 29 - Ibid.
- 30 - "A Global Disaster", *The Economist*, 11 décembre 1999, p.19.
- 31 - Christine Gagnon, *La recomposition des territoires: développement local viable*, Paris : Ed. L'Harmattan, 1994 ; Bernard Dumas et Michel Séguier, *Construire des actions collectives : développer les solidarités*, Lyon : Chronique sociale, 1997.
- 32 - Anil Markandya et Julie Richardson, *Environmental Economics : A Reader*, New York ; St. Martin's press, 1992 ; Rajaram Krishna, Jonathan M. Harris et Neva R. Goodwin, éditeurs, *A Survey of Ecological Economics*, Washington, DC : Island Press, 1995.
- 33 - Raphael Kaplinsky, *The Economies of Small : Appropriate Technology in a Changing World*, Washington DC : Appropriate Technology International, 1990.
- 34 - Denis Goulet, "Authentic Development is it sustainable?" in *Building Sustainable Societies*, Dennis C. Pirages, editor, Armonk, NY : M.E. Sharpe, Onc, 1996, 189-205 ; Defining Wealth, Rethinking Development, Achieving Sustainability, *Humanomics*, 1999, 15:2/3, 42-59.
- 35 - Georges Sorel, *Reflections on Violence*, New York : Collier books, 1961.
- 36 - Willis Harman, Déclaration publiée dans *World Business Academy Perspectives*, Vol. 7 No 3, 1993.
- 37 - Paul G. Hoffman, Commentaires d'une édition originale de Denis Goulet, *The Cruel Choice, A New Concept in the Theory of Development*, New York : Atheneum, 1971. Ce commentaire fut écrit par Hoffman 18 mois avant la publication de l'ouvrage.

FOI ET DÉVELOPPEMENT : publié par le Centre L.-J. Lebre depuis 1972 (10 n°/an) - ISSN 0339-0462 - Imprimerie S.E.P.I.C. , Paris, 01 47 05 17 59

REDACTION : **Directeur** : Albert Longchamp - **Secrétaire** : François Bellec - **Secrétariat** : Christine Join-Lambert - **Conseil de rédaction** : Geneviève André, Pierre-Henri Chalvidan, Alain Durand, Maryse Durrer, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Richard Werly.

La reproduction des textes publiés dans *Foi et Développement* est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source : *Foi et Développement* n°..., avec les coordonnées du Centre L.-J. Lebre. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé au Centre L.-J. Lebre.

CONDITIONS DE VENTE : Abonnement annuel tout pays (y compris voie aérienne) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF

Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre du Centre L.-J. Lebre - Virement sur compte Centre.-J. Lebre - En France : CCP N° FR/10/ 20041/01012/3329712T033/50 - En Suisse : Banque Raiffeisen - 1233 Bernex, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF

LE CENTRE L.-J. LEBRE :

Association de droit suisse, le Centre L.-J. Lebre est animé par un réseau d'antennes et de correspondants, acteurs du développement solidaire. Par eux, il conduit un travail de recherche, de formation et d'action. Le budget du Centre est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. Pour les dons, le Centre L.-J. Lebre est reconnu organisme d'intérêt général ayant un caractère humanitaire et est habilité à délivrer des reçus fiscaux donnant droit à réduction d'impôt (pour la France uniquement).

CONSEIL D'ADMINISTRATION : **Président** : Yves Berthelot - **Directeur** : S. Regazzoni - **Administrateurs** : C. Baehrel, J. Balbis, R. Colin, T. De Guia, M. De Melo-Foucher, S. Djuweng, J. Figueiredo, J.F. Giovannini, Y. Glorieux, J. Heinrich, P. Houée, B. Huger, D. Khudori, L. Eung Kwark, B. Labaki, X. Lamblin, D. Lesaffre, A. Longchamp, M. Lostis, M. M'Baye, R.V. Mathias, R. Padrin, L. Razafimbelo, C. Roque, G. Sarazin, E. Sottas, B. Willot, F.M. Wolde.